

des autres pays du Commonwealth, mais j'ai le droit, après tout, d'être fier de ce qu'a accompli mon propre pays.

Avant de prononcer le mot que je veux dire, j'aimerais entendre mon savant collègue de De Salaberry ou le leader suppléant de l'autre côté de la Chambre (l'honorable M. Ballantyne) m'indiquer la bonne prononciation du mot "plébiscite". Je l'ai entendu prononcer de deux manières ce soir.

Une VOIX: Les deux manières sont bonnes.

L'honorable M. LACASSE: Dans ce cas, il y a plus de latitude dans la grammaire que dans la politique.

Les résultats des élections fédérales tenues il y a deux ans doit être encore frais dans la mémoire des honorables Sénateurs, je n'en doute pas, et je ne veux y revenir que tout juste dans la mesure nécessaire aux fins de ma thèse. Quelle question a-t-on débattue au cours de ces élections? Je l'ai déjà dit, ces élections ont lieu pour deux raisons,—je devrais plutôt dire pour une seule raison parce qu'alors les deux leaders avaient déclaré être opposés à la conscription et que la seule question qui se posait aux électeurs était celle du gouvernement national. Il y a moins de deux ans, les Canadiens se sont prononcés contre la formation d'un gouvernement national. Je me rends compte qu'en ce moment je ne m'adresse pas seulement aux membres du Sénat, mais aussi à toute la population du Canada. Je demande donc à qui ce soit de me dire de quel droit un groupe de particuliers, dont j'ai déjà parlé, peuvent substituer leur jugement, conçu dans un esprit de vengeance, à celui du Canada tout entier? Je ne sais pas si la question a déjà été exposée aussi franchement que je vais le faire, mais nous savons tous dans quelle situation s'est trouvé le premier ministre du Canada, surtout depuis quelques années. Je dirai même en toute franchise,—et j'en suis sincèrement convaincu,—que si nous n'avions pas eu un homme aussi prudent que le premier ministre qui a su habilement choisir un moyen terme, nous aurions connu la guerre civile. Je parle bien franchement. Le danger existe encore et menace encore ceux qui ont la responsabilité d'administrer les affaires de notre pays à l'heure présente. Le moyen terme, voilà bien la ligne de conduite à suivre pour un pays comme le Canada qui, au point de vue politique, est entièrement britannique, mais n'est pas totalement anglais au point de vue racial. Ne l'oublions pas. Je prétends être aussi bon citoyen britannique que n'importe quel Anglais, mais personne ne réussira à faire de moi un Anglais. Personne, du reste, ne fera un Français d'un Anglais. Mon bon ami

de De Salaberry (l'honorable M. Gouin) l'a très bien dit cet après-midi, notre devoir de patriotes à l'heure présente est de penser au Canada,—ma patrie et la vôtre. Je prie les honorables Sénateurs de méditer sur ce point.

Je veux maintenant dire un mot des Gallup polls. Certains représentants de journaux ont conçu le projet d'organiser un Gallup poll dans le but de pouvoir porter des coups plus violents au Gouvernement relativement à l'adoption du service militaire obligatoire. Quelle ne fut pas ma surprise de constater, un bon matin, qu'en dépit du fait que le Gallup poll avait été organisé par des gens fortement opposés au présent Gouvernement, les derniers résultats donnaient 66 p. 100 en faveur de M. King. Voilà pourquoi il fallut tout de suite s'organiser de nouveau pour laver cette tache sur le blason des riches propriétaires de mines de l'Ontario-Nord et les riches éditeurs de journaux de Toronto. Mes concitoyens sont-ils prêts à se soumettre à un soi-disant "Comité en faveur de la guerre totale" qui a pour but la formation d'un soi-disant gouvernement national?

Que s'est-il passé dans notre propre ville de Windsor, peu de temps après les événements survenus à Toronto? Je dis en passant que M. Nickle osa briser l'unanimité de la réunion de Toronto, comme l'a rappelé mon leader cet après-midi. Ma bonne amie, Mlle Agnès MacPhail fut aussi d'opinion différente. Mais que s'est-il donc passé à Windsor? Quelques jours après la réunion de Toronto un monsieur,—que je vais nommer car je ne crois pas qu'il craigne la publicité,—un monsieur du nom de Wallace R. Campbell, président de la Ford Motor Company of Canada, convoqua une assemblée à un endroit où nous, modestes Canadiens, allons porter notre argent,—le bureau local de la Croix Rouge. L'endroit était vraiment bien choisi, car il pouvait se vanter, ce soir-là du moins, de voir de bons libéraux l'aider à payer les frais de son bureau principal. Un groupe de 135 personnes assista à la réunion. Inutile d'ajouter que je n'étais pas au nombre des quelques élus; je ne portais pas un vêtement assez pur pour mériter d'assister à un "mariage" de cette splendeur. Le représentant actuel d'Essex-Est et un ancien député au Parlement,—que je ne tiens pas à nommer, mais au sujet de qui je me contenterai de dire qu'il fit partie du cabinet au moment où le très honorable Arthur Meighen fut premier ministre, et donc ce n'était pas un libéral,—refusèrent d'assister à cette réunion, parce que tout le monde savait sous quels auspices elle était organisée, c'est-à-dire les mêmes que lors de la réunion de Toronto. Il n'y eut qu'une voix dissidente parmi ces 135 personnes. La